



*Le Premier Ministre,  
Chef du Gouvernement*

**VŒUX DU GOUVERNEMENT  
AU  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT**

**ALLOCUTION  
DE  
MONSIEUR EMMANUEL ISSOZE NGONDET  
PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT**

**Libreville, le 04 janvier 2017**

## **Monsieur le Président de la République,**

Au nom du Gouvernement et de l'ensemble du corps administratif, je me réjouis de présenter à Votre Excellence, mes meilleurs vœux de santé, de félicité, et de paix intérieure pour l'année **2017**.

Ces vœux s'adressent également à la Première Dame, **Madame Sylvia BONGO ONDIMBA**, aux membres de Votre famille et à tous ceux qui Vous sont chers, ceux-là mêmes qui Vous entourent au quotidien de cette pure affection, si nécessaire à la bonne tenue de Vos très hautes charges au service du Gabon.

## **Monsieur le Président de la République,**

L'année 2016, Vous l'avez dit dans Votre dernière adresse à la nation, a été pour les Gabonais, une année particulièrement chargée sur les plans économique, social et politique.

Fort heureusement, Votre réélection a été accueillie par Vos compatriotes, et le Gouvernement comme un signe d'espérance.

Espérance parce que Vous avez toujours su, tout au long de l'année écoulée, faire preuve d'une grande maîtrise et de lucidité dans la résolution des problèmes qui se sont posés aux Gabonais. Vous avez ainsi pu maintenir le cap à la fois ambitieux et réaliste que Vous avez tracé pour l'avenir de notre pays.

En définitive, nonobstant une conjoncture défavorable, cette année 2016 qui vient de s'achever, n'a pas constitué un coup d'arrêt à nos projets prioritaires.

En effet, à l'observation, le Gabon demeure ce vaste chantier entamé depuis 07 (sept) ans.

La réforme globale de l'Etat se poursuit avec la remise en ordre du fonctionnement de l'administration. La maîtrise de la masse salariale apparaît dès lors comme une priorité. La réduction de la dépense publique devient une exigence. La réforme de l'administration de collecte des recettes se révèle inéluctable.

Les importants investissements qui se sont poursuivis dans le développement des infrastructures de base donnent des fruits visibles et palpables.

La route, dont les travaux se poursuivent, a enregistré ces 07 (sept) dernières années, un formidable bond quantitatif et qualitatif sur l'ensemble du territoire.

Des structures de santé modernes et fonctionnelles ont vu le jour, augmentant prodigieusement nos capacités d'accueil et notre offre de soins.

La gouvernance multisectorielle politique, sociale et économique s'est notablement améliorée.

### **Monsieur le Président de la République,**

En me confiant la direction du Gouvernement, Vous m'avez prescrit de proposer et de mettre en œuvre des mesures concrètes pour améliorer le bien-être de nos compatriotes. Dans ce sens, des actions d'ajustement et de réformes sont apparues nécessaires.

C'est ainsi que dans le prolongement des mesures prioritaires des 100 jours du Gouvernement, j'ai annoncé, en accord avec Votre Excellence, la mise en place d'un Plan de Relance Economique.

Ce Plan de Relance Economique intégrera inévitablement les recommandations formulées par les Chefs d'Etat de la Zone CEMAC à l'issue du sommet extraordinaire du 23 décembre 2016, à Yaoundé, auquel Vous avez pris une part active.

Pour créer les conditions d'une relance vertueuse et durable, il nous faut remédier au ralentissement de la croissance, à la détérioration des comptes publics et extérieurs, à l'érosion des réserves de change, cause de la dégradation de la situation monétaire actuelle.

Le Gouvernement tient à saluer l'option arrêtée par Vos Pairs et Vous-mêmes, qui vise à privilégier les efforts d'ajustement plutôt qu'un réajustement de la parité monétaire actuelle par rapport à l'Euro, éloignant ainsi le spectre de la dévaluation abusivement évoquée par certains oracles.

La mise en œuvre du Plan de Relance Economique devrait se traduire, sur la base d'un scénario optimiste, par la création de milliers d'emplois sur la période 2017-2019. Cet objectif sera atteint grâce notamment à la poursuite de l'effort de transformation de notre économie, de diversification de notre production de base et, plus spécifiquement, grâce au développement des activités dans la Zone Economique Spéciale de l'île Mandji, du programme Graine et des Zones Franches Agricoles.

Par ailleurs, nous parviendrons à renforcer la croissance économique pour atteindre à nouveau les taux enregistrés au début de Votre précédent mandat. Nous nous efforcerons aussi à assainir notre cadre budgétaire et macroéconomique.

C'est pourquoi, devrais-je le souligner, il n'y a pas d'alternative crédible aux mesures de rationalisation des dépenses publiques et d'optimisation des recettes fiscales en cours d'élaboration.

C'est le lieu de rappeler avec gravité que, face à cette exigence de redressement économique, chaque responsable public est soumis à un devoir d'exemplarité.

En effet, tous ces projets ne pourront se réaliser avec efficacité si la corruption continue à gangrener le tissu social et la haute administration.

La responsabilité du Gouvernement sera de la combattre avec la plus grande fermeté. Les investigations vont s'intensifier et les coupables répondront de leurs actes devant les instances appropriées. Il s'agit, non seulement d'une question de nécessaire bonne gouvernance, mais également d'une exigence éthique.

## **Monsieur le Président de la République,**

Vous m'avez instruit de faire des chantiers sociaux une priorité du Gouvernement et de veiller à donner un contenu concret à votre programme d'égalité des chances. De nombreuses initiatives ont déjà été conçues dans cette perspective.

C'est ainsi qu'en matière de santé, l'objectif visé par le Gouvernement est d'engager une profonde réforme hospitalière et mettre en place des services de meilleure qualité pour tous.

Avec le soutien de nos partenaires financiers, notamment l'Agence Française de Développement, la réhabilitation de nombreuses structures de santé de proximité va débuter dès les prochaines semaines.

Un volet important de nos interventions concernera la gouvernance des établissements de soins et de notre dispositif de solidarité nationale.

Le Gouvernement attend donc les conclusions des travaux en cours sur la CNAMGS, la CNSS, la Caisse des Pensions et Prestations Familiales pour la mise en œuvre de leurs principales recommandations.

Le CHU Mère Enfant Jeanne EBORI dont l'inauguration et la mise en service sont fortement attendues par les populations, servira de test pour le nouveau modèle de gestion de nos hôpitaux.

Le processus de réorganisation de l'Office Pharmaceutique National est entamé ; les problèmes prioritaires sont identifiés ; nous travaillerons à la mise en œuvre des recommandations à l'effet de rendre disponible le médicament pour les patients.

En particulier, le Gouvernement prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter les ruptures de stock d'antirétroviraux et autres intrants de la lutte contre le VIH/Sida que nous avons tous déplorées en 2016.

Sur le chantier de l'école, malgré quelques difficultés de départ, les rentrées scolaire et universitaire sont effectives.

Le Gouvernement s'emploie à trouver progressivement des réponses pratiques aux priorités indiquées, aussi bien par les autorités de tutelle, que par les partenaires sociaux et les associations des parents d'élèves, dont je salue l'esprit de responsabilité.

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement mettra en œuvre un plan de réforme des secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle. Les objectifs visés ici touchent à l'élaboration d'une carte scolaire dynamique, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, la résorption du déficit en personnels enseignants, et la réduction significative des effectifs par classe.

Le Plan d'urgence conçu pour mener à terme cette réforme permettra de renforcer substantiellement les capacités d'accueil par la construction de nouveaux établissements. Il nécessitera un budget de 33 milliards de FCFA financé sur deux ans.

**Monsieur le Président de la République,**

Au sujet de la consolidation de notre vivre ensemble, Vous m'avez instruit, sitôt l'élection présidentielle terminée, de mener les consultations en vue de l'organisation du Dialogue Politique.

Les premiers résultats auxquels nous sommes parvenus laissent à penser que les acteurs politiques gabonais sont prêts, loin du tumulte de la rue, à participer activement à ce moment important de l'histoire de notre pays, qui aura lieu au lendemain de la 31<sup>ème</sup> édition de la Coupe d'Afrique des Nations de Football que le Gabon abrite du 14 janvier au 05 février de cette année.

Cet événement sportif sera également un grand moment de cohésion nationale.

C'est le lieu d'inviter l'ensemble des Gabonais à honorer, avec nos valeurs légendaires d'hospitalité et de paix, ce grand événement sportif continental.

Il nous faut, pour cela, transcender nos difficultés au quotidien pour donner de notre nation, une image d'unité et de respectabilité.

De même, nous devons massivement apporter à notre équipe nationale, « Les Panthères », toute la ferveur dont elle a besoin pour franchir le palier qui lui permettra de se hisser au sommet du football africain.

### **Monsieur le Président de la République,**

Vous avez placé l'année 2017 sous le sceau de la consolidation : consolidation de notre solidarité nationale ; consolidation de notre démocratie ; consolidation de notre système institutionnel ; consolidation de notre économie.

2017 sera alors une année riche, une année particulière, une année importante pour notre pays. Des échéances capitales nous attendent. Les défis à relever sont nombreux et immenses.

Vous nous avez fixé deux devoirs : un devoir de vérité et un devoir d'action.

Devoir de vérité vis-à-vis des Gabonais. Plus que par le passé, nous devons éclairer les Gabonais sur les impératifs du moment. Il nous faut les rassurer davantage pour qu'ils continuent d'adhérer à Votre ambition pour le pays.

Cette exigence nous impose le second devoir : être dans l'action ; être engagés ; être déterminés ; être patriotes. Etre dans l'action pour répondre aux attentes des Gabonais. Etre patriotes pour toujours privilégier les intérêts du pays, de notre chère patrie.

Sous Votre très haute autorité, le Gouvernement est au travail, conscient de l'immensité de la tâche.

Nous avons la profonde conviction que le salut du Gabon et des Gabonais est à portée de main. C'est une bataille de chaque instant.

2017, c'est le temps de l'action !

**Monsieur le Président de la République,**

C'est sur cette note d'engagement que je voudrais conclure mon propos en Vous renouvelant mes meilleurs vœux de santé, de félicité et de paix intérieure. Que Dieu continue à Vous combler de ses Bienfaits et Vous maintienne, Vous-même, Votre épouse, Votre famille et tous ceux qui Vous sont chers, sous sa Divine Protection.

**Je Vous remercie. /.**